



# Projet associatif 2017-2022

---

Siège Social : 68, avenue Charles de Gaulle - 95160 Montmorency  
Tél. : 01 39 64 35 61 - Fax : 01 39 64 90 55 - E-mail : [siege-social@mars95.org](mailto:siege-social@mars95.org)

## PRÉAMBULE & HISTORIQUE

MARS 95 - Mouvement Associatif d'Action et de Réadaptation Sociale du Val d'Oise - est une association de loi 1901 dédiée à la protection de l'Enfance.

Nous refusons que des enfants connaissent des situations de maltraitance pouvant entraîner des difficultés relationnelles, psychologiques et affectives compromettant gravement leur évolution et handicapant leur avenir.

Dès lors, MARS 95 veut être cet « **Endroit d'Enfance – En droit d'avenir** » où leur futur va pouvoir s'envisager de façon positive.

C'est de ce bel idéal qu'est née **MARS 95 en Février 1982**, portée par le militantisme de professionnels de l'enfance et de bénévoles, soutenus par des magistrats impliqués.

Historiquement, MARS 95 se réclame d'une filiation remontant à 1891 et à l'initiative de Monsieur Adolphe GUILLOT juge d'instruction à Paris, ému de la situation de jeunes enfants de mères incarcérées. Il les confie à l'Œuvre Sainte-Marguerite, congrégation religieuse qui assura leur accueil et leur éducation sur plusieurs générations.

La congrégation se sépare de son établissement en 1973, repris par l'association la Vie Au Grand Air. En novembre 1976, les enfants emménagent au Château de Dino à Montmorency, qui devient un foyer éducatif. En 1982, MARS 95 est créée et reprend la gestion de ce foyer.

Il n'est pas neutre, pour nous aujourd'hui, de nous réclamer des préoccupations d'un juge de la fin du XIXe siècle ; de même que des valeurs et pratiques partagées depuis lors par des bénévoles et des professionnels souvent à la pointe de la modernité.

Les époques ont changé et les missions de MARS 95 s'inscrivent aujourd'hui dans un contexte social et économique différent de celui des origines. Or, c'est précisément l'histoire de notre association que d'être en constante adaptation sans jamais perdre de vue **l'intérêt premier de l'enfant**.

C'est cet esprit qui nous a portés au cours des années, outre le foyer éducatif devenu MECS (Maison d'Enfants à Caractère Social), à créer de nouvelles structures :

- Un établissement d'Investigation et d'Orientation Éducative (IOE\*) 1993
- Un établissement d'Action Éducative en Milieu Ouvert (AEMO) 1994
- Un établissement de Réparation Pénale (RP) 1998
- Un établissement d'Enquête Sociale (ES\*) 2002

A noter en 2008 l'obtention d'une autorisation de frais de siège de l'Association.

---

*\*Les deux mesures d'IOE et d'ES ont fait place à la Mesure Judiciaire d'Investigation Éducative (MJIE) en 2012, les établissements sont regroupés pour devenir le Service d'Investigation Éducative (SIE).*

## VALEURS

MARS 95, par ses bénévoles et ses professionnels, est une **association engagée** pour la protection de l'Enfance. De ce fait, elle considère **l'enfant comme sujet à part entière**, dans sa dimension personnelle et dans le respect de son histoire.

Elle prend en compte les fragilités familiales, la vulnérabilité économique, la dimension multiculturelle et mobilise les ressources de l'enfant et de sa famille. Elle attache une importance majeure au soutien à la parentalité dans le respect de **l'intérêt supérieur de l'enfant**.

Chaque jeune est **unique dans son parcours**, MARS 95 est garante de la cohérence entre son projet individuel et les pratiques professionnelles pluridisciplinaires.

Elle **favorise l'accès à la formation** professionnelle de ses salariés et impulse la démarche qualité d'évaluation continue. Elle prend en compte le travail déjà engagé en amont par d'autres professionnels avec lesquels elle construit un partenariat au service du jeune et de sa famille.

L'association fonde toutes ses actions d'intervention sur le **respect de la laïcité**.

Vectrice de projets en lien avec l'évolution des besoins des enfants, des familles et de la société, MARS 95 est une **force de proposition**. Elle s'inscrit dans des instances politiques au niveau local, départemental et régional en affirmant son attachement profond à la **pluralité associative**.

**L'adaptation permanente aux évolutions** des besoins des enfants, des familles et de la société est au cœur des valeurs de l'association.



## CADRE D'INTERVENTION

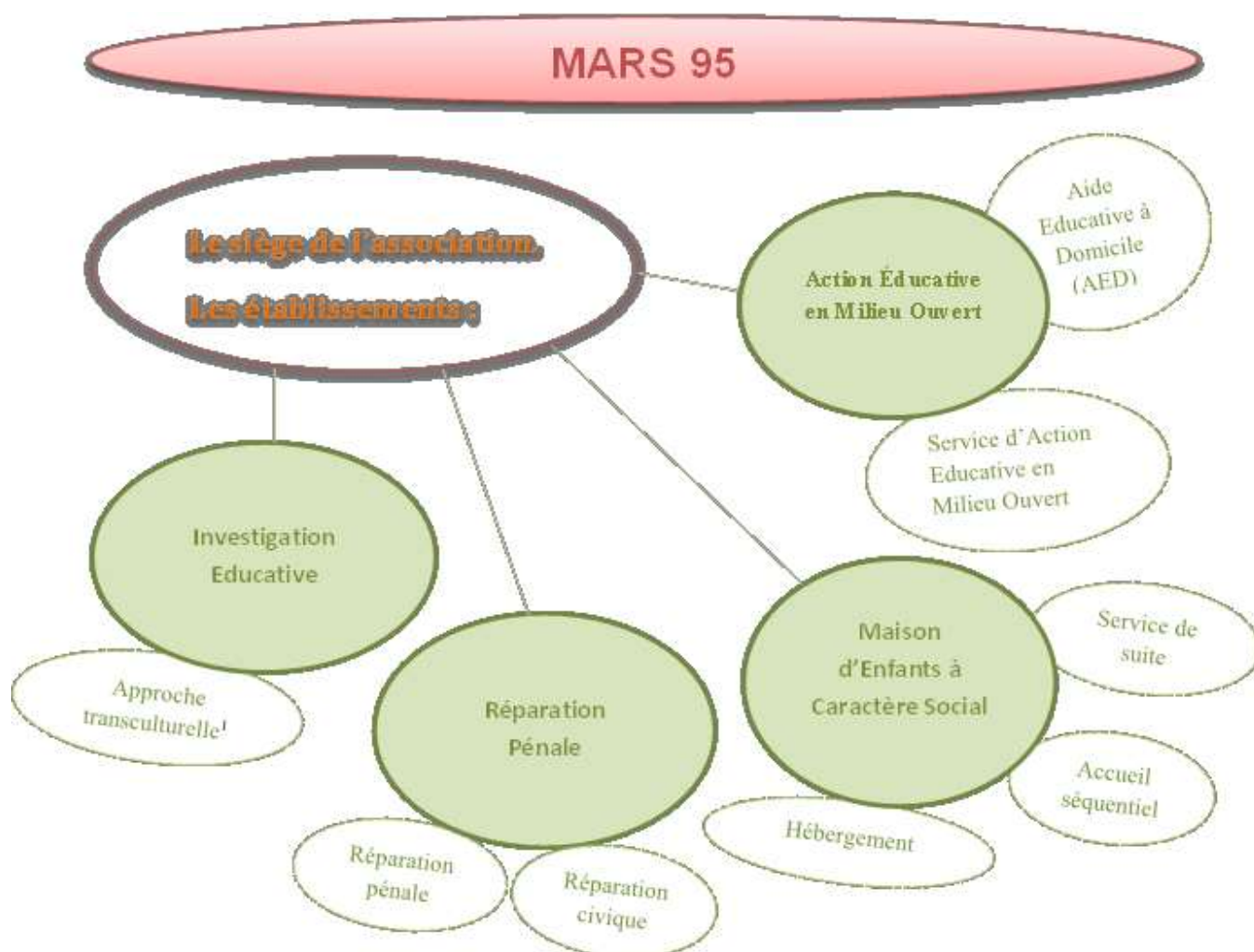
MARS 95, association reconnue par le Département et l'État intervient dans le cadre de la **mission de service public** de la protection de l'Enfance.

Cette mission se réalise dans le respect de l'autorité parentale. Elle s'inscrit dans le cadre administratif et judiciaire au civil et au pénal, en particulier dans la continuité du parcours de l'enfant.

Elle se décline en actions au niveau des établissements :

- Actions d'évaluation et de prévention.
- Accompagnement, aide, éducation.
- Accueil, hébergement, protection.
- Soutien à la parentalité, restauration du lien familial.

MARS 95 s'inscrit dans une dynamique globale d'intervention éducative par ses différents établissements, grâce à un **travail pluridisciplinaire et en partenariat** avec les acteurs du territoire.



<sup>1</sup> méthode clinique de Marie-Rose Moro

## CONTEXTE

**La crise économique** que traverse notre pays impacte plus particulièrement et plus durement les publics déjà fragiles auprès desquels nous intervenons dans le cadre de nos missions de soutien et de protection. Elle amplifie les problématiques et contribue à l'augmentation des inégalités face aux soins, l'éducation, l'habitat, l'emploi,...

A cette situation s'ajoute une forme de **délitement du lien social et des solidarités**. Des transformations sociologiques apparaissent : l'éclatement des familles, les montées des incivilités, des violences en général et des individualismes. Souffrances psychiques et polytoxicomanies caractérisent de plus en plus les publics auprès desquels nous intervenons.

**Le contexte international**, zones de guerre, problèmes climatiques, politiques, religieux, génère d'importants flux migratoires. Cette question de la mondialisation concerne notre association. Nous nous impliquons dans l'accueil de mineurs non accompagnés et la sensibilisation de nos salariés au transculturel.

**Un environnement complexe**, ceci, d'autant plus dans le contexte de rationalisation des systèmes d'organisation et de maîtrise budgétaire des établissements sociaux et médico-sociaux.

MARS 95 intègre ces différents niveaux de contraintes, vérifiées chaque jour dans sa pratique, pour une meilleure gestion de ses établissements. Parallèlement, notre association entend poursuivre son travail de réflexion et de détection des besoins pour la protection de l'Enfance et être force de proposition auprès des pouvoirs publics.

## GOUVERNANCE

Les principes de gouvernance au sein de MARS 95 reposent sur un choix : rester une association de **taille humaine** afin de garantir une coopération forte entre tous les échelons de notre organisation. Des adhérents et salariés à l'équipe de direction, au Conseil d'administration ainsi qu'à son Bureau, les modalités résolument participatives de notre fonctionnement sont les garanties d'une dynamique de projet, d'élaboration, de création de sens qui soient toujours à l'œuvre. Convaincus de la pertinence de ce choix, nous le considérons comme une force à entretenir par l'action et non un acquis.

Dès l'origine, notre association pour la protection de l'Enfance s'est construite sur l'**action collective et l'engagement aux valeurs partagées**, autant par les adhérents que par les salariés. Son dynamisme s'appuie sur l'appartenance à un véritable mouvement associatif, une communication soutenue sur le projet d'association, un sens de l'innovation, de l'engagement et la promotion d'un espace de dialogue entre adhérents et salariés.

L'Assemblée générale est le lieu des échanges et des décisions engageant l'avenir de l'association. Nous la voulons participative, ouverte et tournée vers l'extérieur. Le Conseil d'administration et le Bureau qui en est issu, élaborent et proposent les politiques et les orientations qui sont soumises à l'Assemblée générale. Ils veillent à l'application de ses décisions ainsi que des statuts, dirigent et administrent l'Association et son patrimoine.

Le Directeur général participe aux réunions du Bureau et est invité, avec l'équipe de direction, aux Conseils d'administration. L'équipe de direction dispose des délégations nécessaires pour la conduite des établissements. La direction générale veille à la cohérence des modes de direction et d'animation et soutient les directions des établissements dans leurs responsabilités. Ensemble, elles inscrivent leurs actions dans une recherche permanente d'amélioration au service de la protection de l'Enfance.

Notre Association s'est dotée d'instances spécifiques, travaillant régulièrement ou constituées ponctuellement, expressions dans le quotidien de ses principes de gouvernance :

- **Notre colloque**, lié à notre Assemblée générale ouverte, donne à l'Association une visibilité positive et ancrée dans le partage et la production de sens.
- **Notre laboratoire d'idées : « Endroit de penser l'enfance »**, réunit bénévoles et salariés pour des temps d'échanges et de réflexion partagés. Il nous permet d'enrichir la pensée politique de l'association et les projets des établissements au profit des enfants, des jeunes, des femmes et des hommes auprès desquels nous intervenons.
- **Des instances collaboratives** réunissant salariés et bénévoles sont activées pour des travaux de réécriture du projet associatif, des projets des établissements, des évaluations internes et externes de nos actions.
- **Nos journées d'intégration** à destination des nouveaux arrivants, salariés et adhérents, favorisent la transmission de notre esprit associatif et apportent des repères indispensables.
- **Nos supports de communication** interne et externe entretiennent cet esprit d'association : notre publication « Endroit d'infos » et notre site web.

## DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES

Puisque nous défendons un modèle d'association à taille humaine et soulignons l'importance de la pluralité associative, nous voyons notre avenir pour la protection de l'enfance dans **des développements maîtrisés**.

Nous considérons qu'il est essentiel de ne jamais perdre de vue l'intérêt des enfants, des jeunes et des familles pour lesquels nous nous mobilisons. Nous voulons rendre encore plus lisible la qualité du travail éducatif et d'être force de proposition vis à vis des partenaires politiques, techniques et économiques.

Nous entendons développer l'implication du niveau politique de notre association :

- Localement par la participation des administrateurs à la vie associative et culturelle avec pour objectif de faire connaître l'association, ses valeurs, son projet pour la protection de l'Enfance et les actions portées par les salariés des établissements.
- Dans le département et en région Ile de France, en nouant des liens puis en s'impliquant dans les fédérations, unions, syndicats, commission, en relation avec nos missions d'employeur et gestionnaire d'établissements sociaux. Nous mènerons ces actions avec la volonté d'apporter les meilleures réponses possibles aux enfants, jeunes et familles en situation difficile.

En parallèle, nous renforçons l'implication des cadres de direction dans les réseaux et commissions de protection de l'Enfance au niveau départemental et régional.

**La qualité des projets mis en œuvre par nos établissements est une force** qu'il convient de préserver et de faire connaître. Leurs axes de développement sont dans l'élargissement des actions existantes, dans l'expertise et la **recherche permanente d'adaptation** pour les enfants et leurs familles, dans des propositions d'actions originales et pertinentes.

Il nous semble essentiel de nous distinguer de ce que font déjà d'autres acteurs sociaux et bien qu'attachés à notre territoire, nous n'excluons pas un élargissement progressif à la région Ile-de-France.

Nous sommes sensibles aux principes de solidarités nationales et territoriales. Pour autant, les contraintes budgétaires actuelles nous amènent à rechercher d'autres sources de financement. Nous entendons donc développer nos appels aux dons vers les particuliers et les entreprises.

Nous souhaitons consolider notre capacité à répondre aux appels d'offres par la constitution d'une commission technique s'appuyant sur des compétences en interne et en externe.

Des synergies avec d'autres associations doivent être recherchées.

La constitution du Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale ALMA 95, avec l'Association Lieux d'Accueil Familiaux (ALAF) et le potentiel de cette démarche nous encouragent à poursuivre dans cette voie.

---